

Des membres de la Faculté de droit de l'Université Laval participent à la 18e Assemblée des États Parties à la Cour pénale internationale

Soumis par Marianne Goulet le 25 Novembre 2019

25 Novembre 2019

Pour la quatrième année consécutive, le [Partenariat canadien pour la justice internationale](#) (PCJI) est représenté à l'[Assemblée des États Parties](#) (AÉP) à la [Cour pénale internationale](#) (CPI) par une [délégation de praticien.ne.s, d'universitaires et d'étudiant.e.s provenant de plusieurs organisations non gouvernementales et institutions universitaires](#), dont cinq membres de la Faculté de droit de l'Université Laval.

Chaque année, l'AÉP est l'un des événements les plus importants dans le domaine de la justice internationale. Des représentant.e.s des États ayant ratifié le Statut de Rome ou y ayant accédé se rassemblent pour prendre des décisions cruciales quant aux enjeux auxquels la Cour fait présentement face. Plusieurs hauts représentants de la CPI sont présents et de multiples événements parallèles sont organisés par des organisations de la société civile pour stimuler les discussions et chercher des solutions relativement aux problématiques complexes qui entravent la réalisation du projet envisagé lors de l'adoption du Statut de Rome.

La [18e AÉP](#), qui se tiendra du 2 au 7 décembre 2019 au [World Forum](#) de La Haye (Pays-Bas), permettra aux étudiant.e.s d'approfondir leurs connaissances des enjeux des plus importants en lien avec la justice internationale tout en vivant une véritable expérience de diplomatie judiciaire. Cet événement constitue une excellente opportunité pour le PCJI de former un groupe d'étudiant.e.s éduqué.e.s et engagé.e.s dans le domaine du droit international et transnational. Via la production de billets de blogue et de gazouillis en direct, les délégué.e.s contribueront à éduquer plusieurs audiences canadiennes relativement aux écueils et au potentiel du système de justice internationale, et aux priorités à considérer pour l'améliorer. Grâce à leurs expériences et connaissances, les membres de la délégation contribueront à renforcer le rôle du Canada comme chef de file dans la lutte globale contre l'impunité.

Pour en apprendre davantage quant aux enjeux spécifiques à cette année et pour être au courant des plus récents développements de la 18e AÉP, suivez le Partenariat sur [Twitter](#) et [Facebook](#), et surveillez les publications des délégué.e.s sur les plateformes des partenaires du PCJI ([IntLawGrrls](#), [Quid Justitiae](#), [Justice in Conflict](#), [Blogue d'Avocats sans frontières Canada](#), [PKI Global Justice Journal](#)).

Étudiant.e.s de la Faculté de droit de l'Université Laval

Justine Bernatchez ([@JustineBernatc1](#))



Justine Bernatchez est candidate à la maîtrise en droit international et transnational à l'Université Laval sous la direction des professeures [Fannie Lafontaine](#) et [Christine Vézina](#). Elle s'intéresse particulièrement au droit international pénal et à son interaction avec le droit des femmes. Depuis bientôt un an, Justine travaille comme coordinatrice canadienne du [Projet des Outils juridiques de la Cour pénale internationale](#), en plus d'être étudiante-superviseure pour la [Clinique de droit international pénal et humanitaire](#) de l'Université Laval. Elle est titulaire d'un baccalauréat en droit (LL.B.) de cette même université, en plus d'avoir étudié à l'[Institute for Human Rights](#) d'Åbo Akademi (Finlande) dans le cadre d'un programme d'échange. Justine réalise présentement son stage du Barreau du Québec en tant que consultante juridique au sein d'une équipe de la défense à la Cour pénale internationale.

Olivier Lacombe ([@LacombeOlivier](#))



Olivier Lacombe est candidat à la maîtrise en droit avec mémoire à la Faculté de droit de l'Université Laval. Il s'intéresse en particulier au droit international pénal, au droit international des droits de la personne et aux droits des peuples autochtones. Sous la direction de la professeure [Fannie Lafontaine](#), ses recherches portent sur l'obligation de prévenir le crime de génocide en droit international. Olivier est titulaire d'un baccalauréat en droit (LL.B.) de cette même université en plus d'avoir étudié à l'[Institute for Human Rights](#) d'Åbo Akademi University (Finlande) dans le cadre d'un programme d'échange. Au cours de ses études, il a notamment participé aux travaux de la [Clinique de droit international pénal et humanitaire](#) de l'Université Laval.

Carmen Montero Ferrer (@CarmentxuAyerbe)



Carmen Montero Ferrer est titulaire d'un doctorat en droit de l'Université de Saint-Jacques-de-Compostelle (Espagne). Sa thèse, intitulée « Les crimes internationaux de violence sexuelle et d'impunité: examen des mécanismes de la justice transitionnelle et de leur application en Afrique », a été soutenue en 2017. Elle est actuellement bénéficiaire d'une bourse de recherche financée par le Programme de formation postdoctorale de Xunta de Galicia, qui lui permet de poursuivre ses recherches auprès de la [Chaire de recherche du Canada sur la justice internationale pénale et les droits fondamentaux](#) de l'Université Laval (Canada). Elle travaille présentement sur les contributions de la société civile à la

responsabilité pour les crimes internationaux.

Coordination

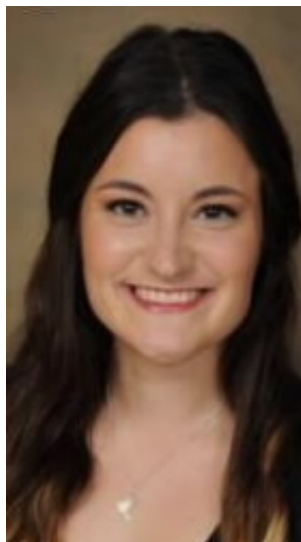
Érick Sullivan (@2_ErickSullivan)



Érick Sullivan est avocat, directeur adjoint de la [Clinique de droit international pénal et humanitaire](#) (Clinique), coordonnateur du [Partenariat canadien pour la justice internationale](#), co-éditeur du blogue [Quid Justitiae](#) et membre du Conseil d'administration du [Conseil canadien de droit international](#). Détenteur d'un baccalauréat en droit (2009), il a été recruté en 2010 par la Clinique comme auxiliaire puis nommé au poste de directeur adjoint en 2012. À ce titre, il a été impliqué dans plus d'une cinquantaine de projets proposés par des organisations internationales, des organisations non gouvernementales (ONG), des États et des avocats touchant à plusieurs domaines du droit. À ces occasions, il a notamment codirigé une cartographie des droits humains réalisée par [Avocats sans frontières Canada](#) au soutien de la Commission Vérité et Réconciliation malienne. Depuis 2010, il a supervisé les recherches de plus de 400 étudiants et révisé des centaines de travaux. Il a aussi contribué de différentes manières à de nombreux événements scientifiques,

comme le [séminaire sur la collaboration entre les autorités nationales et les ONG visant à traduire en justice les responsables de crimes internationaux](#), qu'il a co-organisé en mars 2018 à Ottawa.

Catherine Savard (@c_savard1)



Catherine Savard est étudiante à la maîtrise en droit à l'Université Laval sous la supervision de la professeure [Fannie Lafontaine](#). Assistante coordonnatrice du [Partenariat canadien pour la justice internationale](#) depuis 2017, elle est également membre de la [Chaire de recherche du Canada sur la justice internationale pénale et les droits fondamentaux](#) et collabore régulièrement avec la [Clinique de droit international pénal et humanitaire](#). Elle a étudié à l'[Institute for Human Rights](#) d'Åbo Akademi University (Finlande), et a représenté l'Université Laval à l'occasion du [concours Jean-Pictet](#) en droit international humanitaire en 2018. Elle a contribué à l'[analyse juridique du génocide](#) de l'[Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées](#), rendue publique en juin 2019. Ses recherches portent sur le génocide, le colonialisme et l'interprétation des traités en droit international.